

**Nations unies - Déploiement de la  
force anti-terroriste G5 Sahel -  
Conseil de sécurité - Intervention de  
la représentante permanente  
adjointe de la France auprès des  
Nations unies**  
(New York, 15 août 2017)

Je remercie le sous-secrétaire général Wane pour sa présentation très éclairante.

Je souhaite débiter mon intervention en réitérant la pleine solidarité de la France avec le Burkina Faso au lendemain de l'attaque terroriste qui a frappé un restaurant de Ouagadougou et occasionné la mort de 18 personnes. Nos condoléances vont également à la MINUSMA, au Mali et au Togo suite à la mort hier d'un casque bleu togolais et de 7 personnels civils et militaires maliens lors d'attaques contre des camps de la mission des Nations unies. Ces attaques nous rappellent tristement l'intensité de la menace terroriste à laquelle font aujourd'hui face les pays du Sahel, ainsi que la nécessité d'y apporter une réponse urgente.

La menace terroriste au Sahel met non seulement en péril la stabilité des pays de la région, mais elle a également des incidences directes sur la sécurité de nombreux autres pays, en Europe et dans le reste du monde. Elle appelle une mobilisation de la communauté internationale dans son ensemble, en soutien aux efforts des pays de la région et en n'omettant aucune dimension de cette crise. La France prend toute sa part à cet effort, à travers le déploiement sur le terrain des 4000 soldats de l'opération Barkhane, qui mènent des actions contre-terroristes dans la région à la demande et en soutien aux pays du Sahel ; 20 d'entre eux y ont donné leur vie. Le président Macron a également lancé, dans le cadre de sa participation au sommet du G5 le 2 juillet dernier à Bamako, une Alliance pour le Sahel, dont l'objet est de s'attaquer aux racines profondes du terrorisme dans les pays du G5, en y menant notamment des projets dans les domaines de l'éducation, de l'agriculture et des énergies renouvelables comme le Sous-secrétaire général Wane vient de nous le rappeler. En outre, la situation sécuritaire au Sahel reste directement liée à la situation au Mali. Il est à cet égard crucial que les parties maliennes accélèrent la mise en oeuvre concrète de l'accord de paix et de réconciliation, sans lequel il n'y aura pas de paix et de stabilité durables au Sahel.

Monsieur le Président, le mode d'action particulier des groupes terroristes au Sahel, qui se jouent des frontières et se nourrissent des trafics en tout genre, notamment de drogue et d'êtres humains, nous impose d'apporter une réponse concertée et globale. C'est précisément cet objectif qu'ont recherché les pays du G5, en établissant leur Force conjointe destinée à apporter une réponse coordonnée sur les plans à la fois sécuritaire mais également économique, humanitaire et du développement. Leur initiative a été endossée par l'Union africaine ainsi que par ce Conseil, qui y a apporté un soutien politique clair et unanime dans le cadre de la résolution 2359. La mise en place de cette force conjointe est par ailleurs pleinement en phase, il faut le souligner, avec les réflexions de ce Conseil en faveur de la mise en place d'une architecture de sécurité africaine associant les Nations unies et les organisations

régionale et sous-régionales dans le cadre d'une démarche partenariale.

La Force conjointe du G5-Sahel accompagnera et complétera en effet les efforts de la MINUSMA au Mali, en menant des activités contre-terroristes dans la région du Sahel tout entière, qui ne relèvent pas du mandat et du champ géographique de la MINUSMA. Elle permettra ainsi à la MINUSMA de se concentrer sur ses tâches prioritaires et facilitera la mise en oeuvre plus rapide de son mandat. Elle agira également en coordination avec les forces françaises de l'opération Barkhane, qui soutient sa montée en puissance. Il importera que les actions de la force conjointe s'inscrivent dans le plein respect de droit international humanitaire et des droits de l'Homme, comme cela est prévu dans son concept d'opération.

Monsieur le Président, nous nous félicitons de la détermination et des actions concrètes entreprises par les pays du G5 afin opérationnaliser la Force conjointe dans les meilleurs délais, avec pour objectif de mener d'ici au mois d'octobre de premières opérations dans la zone prioritaire du Liptako-Gourma, à la frontière conjointe entre le Mali, Niger et Burkina Faso. La finalisation dans les jours à venir des travaux de construction du Poste de commandement central de Sévaré est le premier pas important en ce sens. L'engagement des pays du G5 à consacrer chacun 10 millions de dollars par an à titre national au financement de la force, en plus de leurs contributions actuelles au maintien de la paix dans la région, témoigne également du fort niveau de priorité qu'ils accordent à ce dossier. Nous devons les soutenir dans ces efforts.

Monsieur le président, s'il revient en effet aux pays du G5-Sahel d'assurer un rôle de premier plan dans la mise en place de la Force conjointe, notre conviction est également que la communauté internationale a la responsabilité morale et politique d'apporter un soutien aux États africains qui s'unissent à l'échelle régionale pour lutter contre le terrorisme, en déployant des moyens complémentaires à ceux des opérations de maintien de la paix mises en place par ce Conseil. Nous nous réjouissons ainsi que l'Union européenne ait d'ores et déjà annoncé une contribution de 50 millions d'euros, qui devra notamment financer le fonctionnement des structures de commandement de la Force conjointe. La France apporte également son concours à titre national, via une aide matérielle conséquente à hauteur de plus de 8 millions d'euros, en complément de l'engagement de Barkhane sur le terrain.

Enfin, nous continuerons, en lien avec nos partenaires européens, à nous tenir aux côtés des pays du G5 pour mobiliser le soutien des bailleurs internationaux. Après un premier exercice en juin dernier à Paris, l'Allemagne et la France tiendront le 18 septembre prochain, à Berlin, un second atelier visant à identifier les contributions des pays européens afin d'accompagner le déploiement initial de la force. La tenue en décembre prochain de la conférence des donateurs évoquée dans le cadre de la résolution 2359 permettra en outre de réunir les contributions de l'ensemble de la communauté internationale, avec pour objectif cette fois-ci de permettre à la force conjointe d'atteindre sa pleine capacité opérationnelle d'ici à mars prochain.

Pour autant, la France demeure convaincue, aux côtés d'une large majorité des membres de ce Conseil, que le soutien des Nations unies à la Force conjointe du G5 demeure essentiel. Il s'agit tout d'abord, sur le plan politique, d'une caution irremplaçable qui apporte légitimité et légalité internationales aux efforts louables menés par les pays du G5 pour lutter contre le terrorisme et ses racines profondes. C'est aussi, sur le plan opérationnel, le meilleur moyen de garantir : premièrement, la bonne coordination des acteurs impliqués dans la lutte contre le

terrorisme dans la région ; deuxièmement, une utilisation optimale des ressources que nous y consacrons ; troisièmement, l'indispensable soutien logistique, médical et mécanique que les forces internationales pourront apporter à la Force conjointe dans cet environnement complexe. Nous devons bien être conscients que sans ce soutien, les opérations de la Force conjointe n'auront qu'une portée limitée.

Enfin, la France continuera de se mobiliser en faveur d'un suivi attentif par le Conseil de ce dossier, qui engage notre sécurité à tous. Dans cet esprit, nous proposerons prochainement la tenue d'une mission du conseil de sécurité au Sahel, dont le but sera, notamment, de faire le point sur le degré d'opérationnalisation de la force conjointe sur le terrain. Le ministre français de l'Europe et des affaires étrangères présidera également, lors de la présidence française du Conseil, une réunion ministérielle sur le G5 Sahel qui sera l'occasion de poursuivre ensemble la réflexion sur les modalités de soutien de la communauté internationale à la force conjointe, dans le prolongement de la résolution 2359 et du rapport du Secrétaire général attendu au courant du mois d'octobre.

Monsieur le Président,

Les États du G5 ont courageusement pris leurs responsabilités en unissant leurs efforts dans le combat contre le terrorisme, qui nous concerne tous. La mise en place de leur force conjointe suscite de fortes attentes parmi les gouvernements et les populations de la région, qui veulent l'éradication du terrorisme et de ses causes. Notre responsabilité au conseil de sécurité est de ne pas décevoir ces attentes, et d'être à la hauteur de l'engagement du G5 et de nos prérogatives en faveur du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Vous pouvez compter sur la détermination et la mobilisation continues de la France en ce sens. Merci./.